

Initiative pour une alimentation équitable (votation populaire du 23 septembre 2018)

Principaux arguments contre l'Initiative pour une alimentation équitable :

- Elle imposerait à la population des coûts supplémentaires massifs, à cause de la hausse des prix alimentaires et du financement d'un nouveau système de contrôle de l'État.
- Les consommateurs seraient mis sous tutelle et limités dans leur liberté de choix.
- Des emplois seraient détruits dans le commerce de détail suisse.

L'initiative pour une alimentation équitable vise à inscrire dans la Constitution des règles écologiques et sociales régissant le commerce mondial des denrées alimentaires et à promouvoir ainsi les aliments issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux, obtenus de surcroît dans des conditions de travail équitables. La Confédération devrait imposer des normes régissant la production suisse. Lesquelles s'appliqueraient également aux denrées alimentaires importées. Des contrôles seraient institués pour les faire respecter.

Malgré les louables objectifs de cette initiative, Swiss Retail y est fermement opposée pour les raisons suivantes:

Double surplus de dépenses pour la population suisse

La mise en œuvre de l'initiative imposerait de nouvelles contraintes considérables à la Confédération et pousserait à la hausse les prix alimentaires. La population suisse se trouverait pénalisée deux fois : en raison d'abord du renchérissement des aliments, puis des charges fiscales liées au développement du système de contrôle. Le durcissement des exigences entraînerait aussi une augmentation des coûts de production. Dans le même temps, l'initiative bâillonnerait la concurrence, ce qui, à son tour, a pour effet de faire monter les prix. Les hausses de prix frapperaient tout particulièrement les consommateurs de condition modeste et renforceraient le tourisme d'achat (voir ci-dessous).

Les consommateurs mis sous tutelle

Les interdictions d'importation et les réglementations étatiques en matière de production appauvrissent l'offre. Par exemple, si un petit producteur italien d'huile d'olive ou de vinaigre balsamique trouve la bureaucratie douanière trop pesante, ses produits disparaîtront des rayons suisses. De même, des acteurs plus importants et présents dans le monde entier, par exemple des fabricants de barres énergétiques, ne seront guère disposés à changer leurs méthodes de production à cause du petit marché helvétique.

Le commerce de détail accorde beaucoup de valeur à la liberté de choix: les consommateurs suisses sont matures et peuvent décider par eux-mêmes ce qu'ils veulent dans leurs assiettes et où ils achètent leurs aliments. D'autant plus que la Suisse dispose déjà d'une

Aldi	eManor	Hornbach	Loeb	Outdoor Trading	Transa
Athleticum	Franz Carl Weber	IKEA	Manor	Pistor	Valora
C&A	Fressnapf	Jelmoli	Markant Syntrade	Rio Getränkemarkt	Volg
Charles Vögele	Gerry Weber	Jumbo	Maus Frères	shop and more	Vögele Shoes
Conforama	Gonset	Landi	Mode Bayard	Spar	
Dufry Basel	Grandi Magazzini	Lidl	Nuance Group	Tchibo	

réglementation très stricte en matière de protection de la vie humaine, des animaux et de l'environnement. En outre, d'innombrables labels de produits permettent déjà de s'orienter dans la grande diversité de l'offre.

L'initiative détruit des emplois dans le commerce de détail suisse

En augmentant les prix et en réduisant l'offre, l'initiative stimulerait le tourisme d'achat. Le fait que des emplois et de la création de valeur disparaissent ainsi à l'étranger serait mauvais tout à la fois pour le commerce de détail, les employés du commerce de détail et l'ensemble de la Suisse. Les régions frontalières seraient particulièrement touchées.

Plus d'informations sous: www.initiatives-agricoles-non.ch